

## L'EXPERT

# « Donner une place privilégiée aux produits de biocontrôle dans les cahiers des charges »



**Christian Huyghe,**  
directeur scientifique  
agriculture à l'Inrae

© Bertrand NICOLAS - Inrae

surtout des leviers d'efficience, à savoir on fait la même chose qu'aujourd'hui mais en réduisant les doses. Ce n'est pas suffisant et c'est ça qui crée un plafond de verre. Les fermes Dephy donnent la hauteur de ce plafond car la plupart sont dans une logique d'efficience et peu dans une logique de reconception. Entre les deux, il y a des logiques de substitution, avec par exemple du biocontrôle et du désherbage mécanique. C'est la voie médiane qui permet de répondre aux attentes du marché tout en ayant des possibilités de

réduction plus marquées. La reconception n'a lieu, dans ce cas, que sur une petite partie de l'exploitation. La question qui se pose, c'est comment on couvre l'aversion au risque chez l'agriculteur. Cela passe par la qualité des innovations, par l'assurance (mais on ne l'utilise pas parce que ça n'existe pas), et enfin par le conseil agricole qui doit être réinventé.

### Quel est l'avenir du biocontrôle ?

C'est une technologie émergente qui a encore du mal à se déployer car elle est vue comme une substitution à la chimie et on ne se préoccupe pas assez de faire baisser la pression sanitaire pour assurer son efficacité.

Par ailleurs, ce secteur est respectueux de l'environnement car il est très ciblé, mais c'est une faiblesse pour bénéficier d'une économie d'échelle. Le coût d'entrée dans le marché et du déploiement est donc très élevé, il faut le réduire. Il est obligatoire d'agir simultanément sur une logique d'offre par un soutien à l'innovation, et sur une logique de demande *via* les cahiers des charges, où une place privilégiée est donnée à l'utilisation de ces produits, et par un accompagnement pour une insertion efficace du biocontrôle dans des systèmes de production repensés. C'est un vrai défi pour l'avenir.

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE ESCOFFIER

(1) Coordinateur interministériel du plan de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

**En mai 2020, le préfet Pierre-Étienne Bisch (1) faisait un constat d'échec des premiers plans Ecophyto. Qu'en pensez-vous ?**

Si on regarde les chiffres de consommation, on ne peut que constater un échec. Mais la contrainte était faible par rapport à l'objectif affiché de baisser les phytos de 50 % « si possible ». Et l'erreur faite au début, si erreur il y a, a été de mettre la pression sur les seuls agriculteurs et pas sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Toutefois si on regarde tout ce qui a été mis en place, c'est très loin d'être un échec. Quand on veut un déplacement fort, le système bouge. C'est notamment le cas dans les 3 000 fermes Dephy, grâce au volontariat des agriculteurs et à un accompagnement fort.

### Comment faire bouger les lignes et protéger les cultures sans impact sur la santé et l'environnement ?

On a trop sous-estimé le fait que les agriculteurs étaient parfaitement en équilibre avec l'aval de leur filière. C'est -à-dire qu'ils répondent à l'attente du marché, avec la demande comme facteur limitant. Ils fournissent ce que l'aval veut bien acheter, et ils n'ont pas tant de latitude que ça pour bouger. On oublie aussi le fait que les phytos sont des intrants très peu chers car totalement amortis. C'est le cas du glyphosate. Aujourd'hui, les leviers utilisés sont